



# **LE HARCÈLEMENT ET LE CYBER-HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE EN 2021**

*Les besoins des élèves*

Rédigé en juin 2021 par le



Comité des Élèves Francophones (ASBL) - 14, rue de la Borne 1080 Bruxelles - [www.lecef.org](http://www.lecef.org) - [info@lecef.org](mailto:info@lecef.org) -  
02 414 15 11 - RPM Bruxelles - BCE : 0811371841 - Compte bancaire : BE29979437175264





5

CHIFFRES-CLÉS

7

LES 17 RECOMMANDATIONS  
DES ÉLÈVES

9

I. INTRODUCTION

10

II. MÉTHODOLOGIE

12

III. SONDAGES DU CEF

14

IV. CONSTATS

21

V. BESOINS SPÉCIFIQUES &  
PISTES DE SOLUTION

25

VI. HARCÈLEMENT, CYBER-  
HARCÈLEMENT ET COVID-19

26

VII. CONCLUSIONS





## CHIFFRES CLÉS

- » 69% des élèves sondé-es pensent qu'il y a du harcèlement entre élèves au sein de leur école.
- » 57% des élèves sondé-es pensent qu'il y a du cyber-harcèlement entre élèves au sein de leur école.
- » 72% des élèves interrogé-es ont déjà été victimes d'un ou plusieurs faits de violence dans leur école. (coups, menaces, moqueries, exclusion...)
- » 54% des élèves interrogé-es ont déjà été victimes d'un ou plusieurs faits de violence sur les réseaux sociaux (menaces, insultes, exclusion, piratage de compte personnel...).
- » A l'école, l'ambiance entre élèves est considérée comme divisée (il y a des clans), méprisante ou agressive vis-à-vis de certain-es par 71% des répondant-es.
- » 5,25/10, c'est la note moyenne attribuée par nos répondant-es à leur école en termes de lutte contre le harcèlement.
- » 4,72/10, c'est la note moyenne attribuée par nos répondant-es à leur école en termes de lutte contre le cyber-harcèlement.
- » Plus de 8 élèves sur 10 pensent qu'il est important d'être formé-e au harcèlement et au cyber-harcèlement au sein des écoles.
- » 99% des élèves pensent d'ailleurs que chaque école de la FWB devrait obligatoirement mettre en place un plan de lutte contre ces phénomènes.
- » Plus de 33% des élèves ont affirmé que la crise sanitaire a eu un impact sur le phénomène du harcèlement scolaire. Ils et elles sont 61% à avoir affirmé la même chose concernant le cyber-harcèlement.



# LES 17 RECOMMANDATIONS DES ÉLÈVES



## La sensibilisation et l'information

1. Augmenter les moyens pour sensibiliser à grande échelle à l'instar des campagnes de prévention pour la sécurité routière;
2. Réaliser des campagnes de sensibilisation avec les élèves;
3. Organiser des activités "immersives" comme, par exemple, des jeux de rôles;
4. Instaurer une ou plusieurs journées réflexives avec des témoignages de personnes extérieures concernées par le (cyber-)harcèlement.



## La formation et la collaboration

5. Intégrer la thématique du harcèlement scolaire et du cyber-harcèlement directement dans la formation initiale des enseignant-es et des éducateur-rices ainsi que dans les programmes de formation continuée;
6. Privilégier des intervenant-es extérieur-es pour plus de neutralité et d'expertise;
7. Renforcer les liens entre les CPMS (dont les missions sont souvent ignorées des élèves) et l'équipe éducative pour un accompagnement pérenne et adapté aux besoins des élèves.



## Le développement de ressources et d'outils

8. Fournir des procédures et des outils communs à toutes les écoles de la FWB (adaptables en fonction des cas car les réalités ne sont pas toujours les mêmes d'une école à l'autre);
9. S'inspirer de méthodes déjà existantes et qui auraient fait leurs preuves dans d'autres pays (par exemple, la méthode KIVA, utilisée par les pays nordiques);
10. Fixer des moments dans le calendrier scolaire (par exemple, une semaine contre le harcèlement, à l'instar de la Communauté Flamande «Vlaamse week tegen pesten»);
11. Développer un suivi individuel de chaque élève concerné-e par le phénomène, peu importe la place qu'il ou elle tient. Éviter le focus sur la victime et prendre en considération tous les aspects;
12. Délaisser les "sanctions" répressives et punitives inefficaces au profit de «sanctions» réparatrices et pédagogiques;
13. Faire des ancien-nes acteurs et actrices du harcèlement des "réfèrent-es, des accompagnant-es, des aidant-es" et s'appuyer sur leur vécu et leur expérience pour mettre en place des groupes de soutien dans les écoles. (cf. alcools anonymes)



## Le travail sur le climat scolaire

14. Favoriser un cadre de confiance au sein de l'école: travailler sur l'ambiance de classe, organiser des groupes de paroles, créer une relation de confiance entre les élèves et le personnel éducatif;
15. Développer l'entraide et la solidarité entre élèves au sein des établissements scolaires (par le biais d'un système de parrainage, par exemple);
16. Développer l'empathie comme compétence personnelle et transversale afin de permettre à chacun-e de "se mettre à la place de l'autre" et de comprendre les conséquences de ses actes;
17. Valoriser la confiance en soi et permettre de déconstruire le sentiment de honte ou de culpabilité et garantir un cadre sécurisant en respectant l'anonymat.





## I. INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, le CEF a mis en place différentes actions dans la lutte contre le harcèlement scolaire en y intégrant complètement les élèves :

- **L'envoi d'une brochure "Harcèlement à l'école. A qui en parler?"**<sup>1</sup> : cette brochure , à destination des élèves, reprend les informations de base sur que faire en cas de harcèlement : définition, qui contacter, appel à mobilisation. Nous l'envoyons à toute école ou organisation demandeuse de fournir ce flyer à ses élèves/ son public.
- **L'accompagnement méthodologique auprès des élèves souhaitant construire un projet de sensibilisation et de lutte contre le harcèlement** : le CEF peut également accompagner au niveau méthodologique les écoles et élèves qui en font la demande.
- **L'animation de modules de sensibilisation au (cyber-)harcèlement** : nous réalisons également un module de sensibilisation de 3 x 50 min dans les écoles. A travers les vidéos réalisées par des membres du CEF<sup>2</sup>, des éléments théoriques et un atelier créatif, ce module d'animation permet d'aborder le harcèlement dans son ensemble et à travers une méthodologie participative et diversifiée.

L'année 2020 a cependant marqué le renouvellement de notre GT "Harcèlement", composé-es d'élèves du secondaire voulant se mobiliser dans la lutte contre le harcèlement. **Ces jeunes, qui ont pour la plupart subi du harcèlement durant leur parcours scolaire, ont montré leur volonté de remettre à jour les outils et les actions que le CEF propose dans cette thématique.**

Ainsi, il a semblé important et pertinent de revoir totalement la manière et la forme dont le CEF propose un soutien dans la lutte contre le harcèlement. **Le projet, pour l'année 2021, consiste donc en l'évaluation et la création de nouveaux outils et actions dans la lutte contre le harcèlement**, ceci afin de répondre au mieux aux besoins et aux réalités actuelles du public secondaire. Notre objectif est de proposer des outils et actions qui correspondent le plus à ces besoins.

<sup>1</sup> Cette brochure avait été réalisée en collaboration avec l'Administration Générale de l'Enseignement obligatoire et est disponible sur : <http://www.enseignement.be/index.php?page=27589&navi=4216> (Enseignement.be - Harcèlement à l'école - Élèves)

<sup>2</sup>. 3 points de vue harcèlement disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=FLInF1Q5JgU&t=9s>

## II. MÉTHODOLOGIE

La récolte des besoins des élèves s'est réalisée en deux parties :

- **une récolte quantitative :**

Du 02 au 11 Février 2021, un sondage en ligne<sup>3</sup> a été diffusé sur nos réseaux sociaux. L'enquête portait sur différentes thématiques : l'état des lieux du (cyber-)harcèlement selon les élèves, les violences entre professeur-es et élèves, l'impact du covid et la récolte des besoins en termes de lutte contre le (cyber-)harcèlement.

404 élèves<sup>4</sup> ont répondu à ce sondage. Parmi ceux et celles-ci, seul-es 320 élèves ont laissé leurs informations scolaires (école, année, filière, etc.). Les 320 élèves proviennent de 194 écoles différentes, 2 élèves suivent un enseignement en alternance dans un CEFA, 1 élève est en formation dans un IFAPME et un élève est issu d'une école primaire. 14 élèves (soit 4% des répondant-es) proviennent de l'enseignement spécialisé.

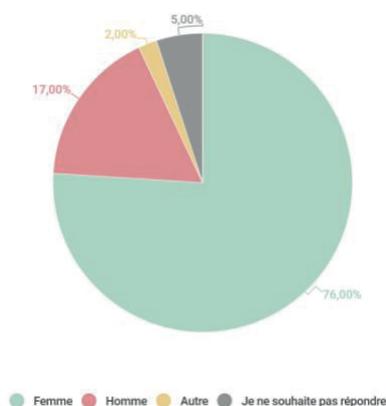


Fig.1 - Répartition des élèves selon leur genre

Comme dans la majorité de nos sondages, les femmes sont les plus représentées. Toutefois, cette fois-ci, la surreprésentation est largement supérieure, avec près de 3 élèves sur 4 de genre féminin.

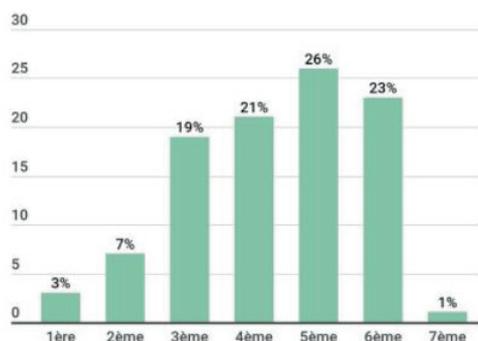


Fig.3 - Répartition des élèves selon leur année scolaire

Quasiment l'entièreté des répondant-es sont actuellement dans le deuxième ou troisième degré, ce dernier étant sur-représenté avec 50% des participant-es. Les élèves du 1er degré restent largement minoritaires.

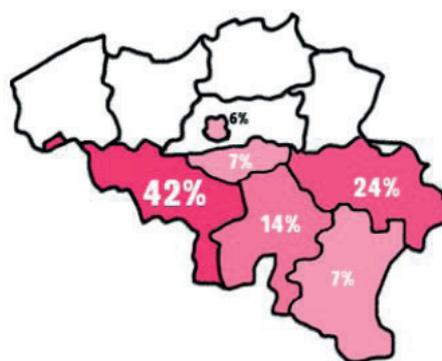


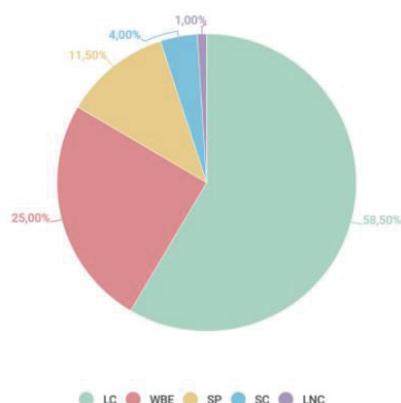
Fig.2 - Répartition des élèves selon le lieu de leur école

Dans l'ordre décroissant, la province du Hainaut est la plus (sur)représentée avec 42%, suivie par la province de Liège avec 24%, vient ensuite la province de Namur avec 14%, Brabant wallon et Luxembourg représentés à part égale. La région de Bruxelles, avec 6%, est fortement sous-représentée<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> cf. annexe 1

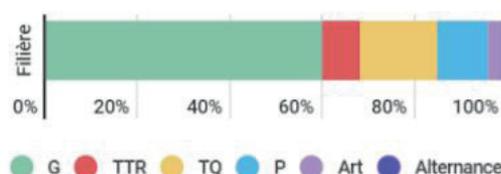
<sup>4</sup> Il est important de noter qu'à la fin du questionnaire, il ne restait que 227 répondant-es. Ceci pourrait être expliqué par, notamment, la longueur de ce dernier.

<sup>5</sup> En FWB, la population scolaire se répartit comme suit : 22,5% à Bruxelles, 8,4% dans le Brabant wallon, 29,1% dans le Hainaut, 21,7% pour Liège, 7% dans le Luxembourg et 11,3% pour Namur.



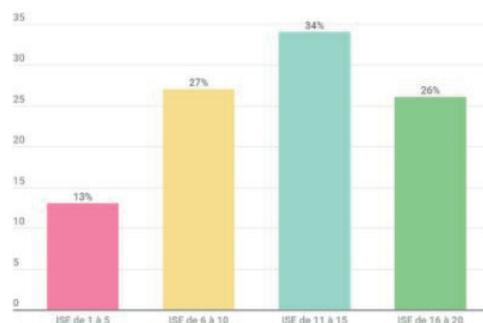
**Fig.4 - Répartition des élèves selon le réseau d'enseignement**

L'ensemble des réseaux est représenté selon la clef de répartition officielle en Fédération Wallonie-Bruxelles.



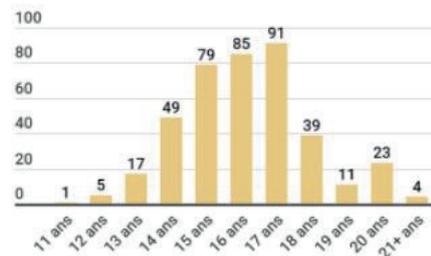
**Fig.5 - Répartition des élèves selon leur filière**

L'ensemble des filières est représenté selon la clef de répartition officielle en Fédération Wallonie-Bruxelles.



**Fig.6 - Répartition des élèves selon l'ISE de leur établissement scolaire**

La moitié des répondant-es proviennent d'un établissement à ISE égal ou inférieur à 11. 10% des répondant-es viennent en effet d'une école à ISE de 11.



**Fig.7 - Répartition des élèves selon leur âge**

En lien avec la sous-représentativité du 1er degré, environ 38% des répondant-es ont moins de 16 ans.

<sup>6</sup> En FWB, les élèves se répartissent pour 33% dans le 1er degré, 35% dans le 2ème degré et 32% dans le 3e degré (pour l'enseignement ordinaire de plein exercice et CEFA).

<sup>7</sup> En FWB, les élèves se répartissent pour 61% dans le réseau libre confessionnel et non-confessionnel (LC et LNC), 23,5% dans le réseau officiel (WBE) et 15,5% dans le réseau officiel subventionné (communal (SC) et provincial (SP)).

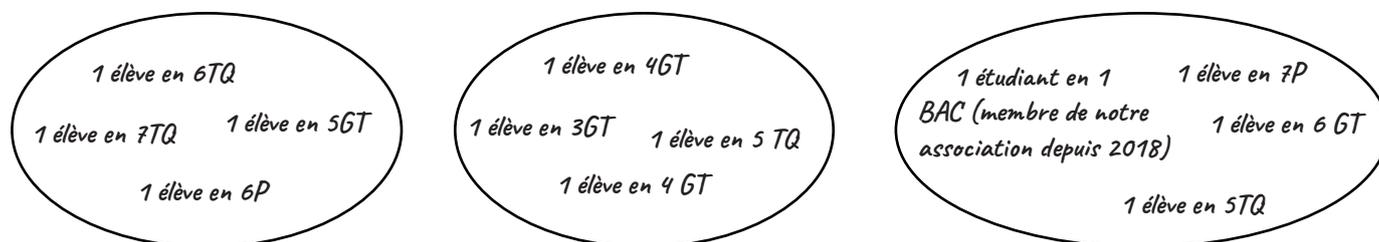
<sup>8</sup> En FWB, les élèves sont réparti-es au sein des filières pour : 64% en général (G), 5% en technique de transition (TTR), 16% en technique de qualification (TQ), 13% en professionnel (P) et 3% suivent l'enseignement en alternance (CEFA)

<sup>9</sup> ISE = Indice socio-économique. En quelques mots, l'ISE est calculé grâce à une série de 11 variables (revenus moyens, niveau de diplôme,.. des habitants au sein du quartier dans lequel se trouve ton école). En gros, plus l'ISE est proche de 20 (le maximum), plus cela veut dire que ton école se trouve dans un secteur favorisé sur le plan socio-économique. Tu l'auras compris, à l'inverse, plus tu t'approche du 1 (le minimum), plus ton école se trouve dans un secteur défavorisé sur le plan socio-économique.

<sup>10</sup> En FWB, chaque tranche de 5 indices socio-économique correspond à environ 25% des écoles.

- **une récolte qualitative :**

Afin d'approfondir les résultats du sondage, 3 focus group ont été organisés fin mars. Ils ont réuni à chaque fois entre 4 et 5 élèves volontaires âgé-es de 15 à 21 ans réparti-es comme suit:



Ces dernier-es ont pu s'exprimer sur base d'un questionnaire construit à partir des résultats obtenus lors de notre sondage en ligne.

Pour ce faire, nous avons extrait certains résultats qu'il nous paraissait intéressant d'analyser avec nos focus group et leur avons présentés sous forme de Power Point<sup>11</sup>.

Cela nous a ainsi permis de recueillir leurs réactions en tant qu'élèves face à certaines questions, mais nous avons également eu l'occasion d'approfondir différents points grâce à des exemples précis, des témoignages directs, des idées et arguments pertinents, qui transparaissent difficilement au travers d'un panel en ligne.

Ce rapport est donc le résultat de ces deux moments de consultation distincts.

Lors de la rédaction de celui-ci, nous avons d'abord retranscrit et synthétisé nos entretiens en petits groupes et en avons ressorti les constats, pistes et recommandations des élèves.

La partie quantitative de l'enquête, quant à elle, nous a surtout servi à illustrer les propos des élèves interviewé-es, par le biais des chiffres récoltés.

### III. LES SONDAGES DU CEF

#### DURÉE D'ACCESSIBILITÉ COURTE

Les sondages du CEF sont diffusés sur une durée très courte : entre 5 et 20 jours. Les sondages étant souvent boostés sur les réseaux sociaux et via notre réseau de partenaires. Cela peut donc réduire son accessibilité, bien que dans la pratique, après 5 jours de diffusion, nous accusons une baisse des répondant-es. Nous pensons que les jeunes répondent à "l'instantanéité" plutôt que sur la longueur.

#### CONSERVATION DE L'ENSEMBLE DES RÉPONDANT-ES

Nous décidons de conserver l'ensemble des réponses car nous ne visons pas une exactitude scientifique dans le cadre de nos sondages.

En revanche, nous restons attentif-ves aux taux de complétion (nombre d'élèves du secondaire qui ont répondu à l'entièreté du sondage) afin d'être le plus transparent possible au point de vue des informations livrées.

En l'occurrence, pour ce sondage, le taux de complétion est de 21%. Il est donc important de se rapporter aux différents totaux d'élèves ayant répondu aux questions analysées dans ce sondage. Ce taux, relativement bas, peut être justifié par la longueur du questionnaire, composé de 76 questions.

<sup>11</sup> cf. annexe 2 - PowerPoint de présentation lors des focus-groupes

## QUÊTE DE LA DIVERSITÉ AVANT LA QUÊTE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ ABSOLUE

Ceci implique également que nous ne visons pas à obtenir un échantillon parfaitement représentatif de la population scolaire . En effet, nous parlerons plutôt de diversité dans les points de vue apportés par les élèves.

Aujourd'hui, le CEF vise une diversité dans la parole des élèves sans viser, forcément, une représentativité absolue et validée scientifiquement. En effet, la quête de la représentativité, telle que souvent attendue et sans forcément savoir de quelle représentativité on parle (réseau, âge, filière, province,...), nous demande de mobiliser des moyens que nous n'avons pas actuellement. Toutefois, de par l'ampleur de certains de nos sondages d'opinions et d'avis, nous approchons certaines formes de représentativité, tantôt au travers des réseaux d'enseignement, tantôt au niveau du profil socio-économique des élèves, ou tantôt encore au sein des filières. Malgré tout, en tant qu'association de jeunesse et de défense des droits des élèves du secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, nous offrons, avec les moyens humains et financiers qui sont les nôtres, un espace de parole trop peu présent chez une jeunesse qui le réclame. C'est pourquoi les paroles que nous récoltons et que nous publions permettent à la société en général de prendre conscience que les élèves ont des choses à dire.

### BIAIS ET LIMITES

Tout processus de recueil d'informations, quel qu'il soit, comporte des biais et des limites. Bien que nous ayons tenté de réduire leur influence en variant nos dispositifs de recueil de données et en accordant une attention particulière à notre méthodologie, il y a 3 difficultés majeures qu'il y a lieu de reconnaître ici et qui ont pu impacter, à un moment ou à un autre, notre travail.

#### » **La fracture numérique**

De manière générale, bien que notre sondage soit parvenue à toucher plus de 400 élèves du secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles (notamment via notre campagne de promotion sur les réseaux sociaux (instagram et facebook)), les inégalités d'accès et d'usage du numérique n'ont sans doute pas permis à de nombreux-ses élèves de répondre à notre sondage (ce qui explique sans doute la sous-représentativité des élèves du 1er degré, plus jeunes et étant majoritairement sur le réseau social TikTok).

#### » **Le contexte particulier de la crise sanitaire**

L'impact de la pandémie de la Covid-19 constitue également un biais affectif qu'il nous faut souligner. En effet, depuis mars 2020, le quotidien des élèves s'est vu bouleversé comme jamais auparavant. Leur vie sociale s'est arrêtée brusquement, altérant sans doute leur perception des relations entre individus et remettant en cause le sens de l'école.

#### » **La longueur du questionnaire en ligne**

En voulant rendre notre questionnaire en ligne le plus complet possible, nous nous sommes malheureusement heurté-es à un biais méthodologique important et avons perdu plusieurs répondant-es au fur et à mesure du sondage, sans doute lassé-es par la longueur de ce dernier. (Pour rappel, ce dernier comportait 76 questions)

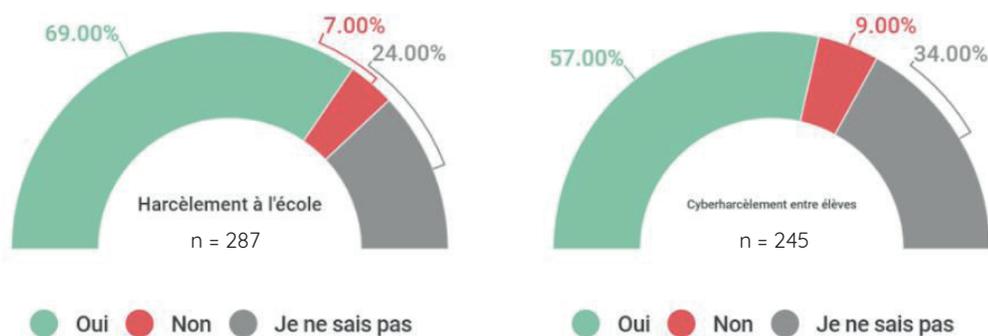
## IV. CONSTATS

### 1. LE PHÉNOMÈNE DU HARCÈLEMENT ET CYBER-HARCÈLEMENT

Est-ce que les élèves observent des faits de violence dans leur école ? Savent-ils et elles comment réagir ? Est-ce que le cyber-harcèlement a pris une place plus importante que le harcèlement aujourd'hui ? Cette première partie de notre sondage vise à faire l'état des lieux des faits de (cyber-)harcèlement selon les élèves.

Parmi les répondant-es à notre sondage en ligne, **7 élèves sur 10 estiment, qu'à l'heure actuelle, il y a du harcèlement au sein de leur école. Le constat est le même avec le cyber-harcèlement avec 6 élèves sur 10 qui pensent que cela existe entre les élèves de leur école.** En creusant la question en focus group, les élèves estiment que le phénomène touche davantage le premier degré.

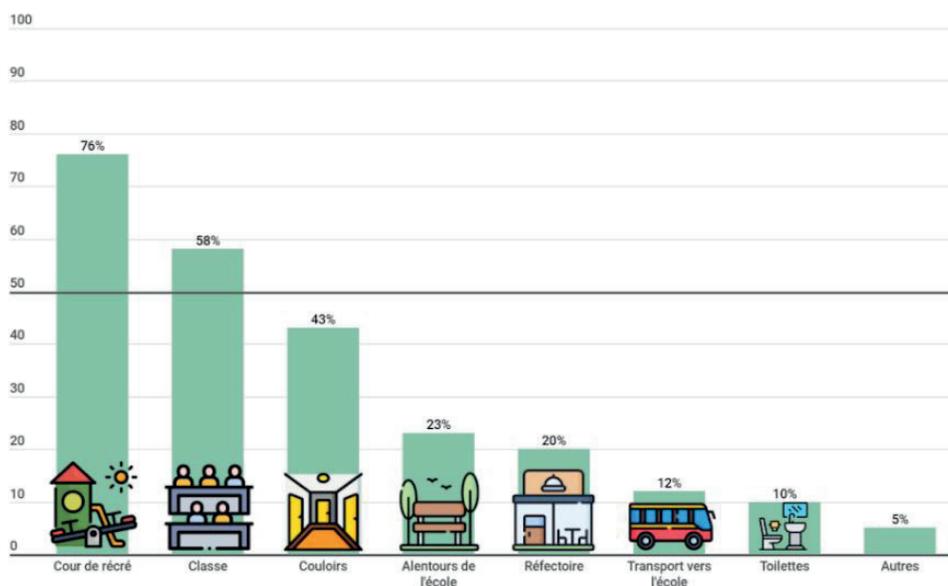
*“C'est plutôt entre la 1ère et la 3e secondaire où là c'est un peu plus habituel parce qu'on débute avec les téléphones (bien souvent, la 1ère secondaire, c'est le moment où on a son premier téléphone) donc c'est à ce moment-là que le cyber-harcèlement apparaît plus souvent.”*



Une série de faits violents (moqueries, exclusions, bagarres, etc.) ont été présentés aux élèves répondant-es au sondage. **9 élèves sur 10 ont déjà observé au moins un de ces faits dans leur école.** La moquerie et l'exclusion sont les faits les plus observés. **Parmi les 69 % d'élèves ayant répondu OUI à la question "Penses-tu qu'il y a du harcèlement entre élèves au sein de ton école?", plus de 7 répondant-es sur 10 affirment avoir déjà été victimes d'au moins un de ces faits.**

Notons également que **parmi les 24% qui disent ignorer s'il y a du harcèlement entre élèves au sein de leur école, plus de 6 élèves sur 10 affirment avoir déjà été victimes d'au moins un des faits de violence mentionnés.** N'ayant pas défini volontairement la dynamique du harcèlement dans notre sondage, nous émettons l'hypothèse que les élèves subissant des faits de violence ne les considèrent pas pour autant comme du harcèlement (cela ne répond peut-être pas à la dimension répétitive par exemple, ou parce que l'élève n'arrive pas à identifier une situation de harcèlement).

Ces faits, toujours selon les élèves, se déroulent dans différents lieux de vie dans ou en dehors de l'école. C'est ainsi que les lieux les plus sujets où rencontrer des faits de violence sont : la cour de récréation, la classe et les couloirs de l'école. Dans les autres réponses, les élèves nous parlent aussi des vestiaires, de la salle de sport, ou de locaux privés de l'école.



Concernant **les faits de violence spécifiques au cyber-harcèlement, 6 élèves sur 10 en ont observé entre les élèves de leur école.** Les faits les plus observés par les élèves sont des messages insultants, menaçants ou dénigrants (34%), des élèves exclu-es de groupes messenger ou whatsapp (32%), des commentaires insultants (25%), des photos ou vidéos intimes publiées ou partagées (24%). **Près de 40% des élèves ayant indiqué qu'ils et elles pensent qu'il existe du cyber-harcèlement entre élèves à l'école n'ont jamais subi l'un des faits cités. Parmi ceux et celles qui ne savent pas s'il existe du cyber-harcèlement entre élèves de leur école, ils et elles sont plus de 40% à avoir subi un ou plusieurs de ces faits.** Se pose dès lors la question des leviers d'actions. Les élèves connaissent l'existence du phénomène, mais nous verrons plus tard qu'ils et elles n'ont pas les outils nécessaires pour lutter contre ce dernier.

Lors de nos focus group, une méconnaissance du phénomène du (cyber-)harcèlement a par ailleurs été pointée par les élèves. Rappelons qu'à la question du sondage en ligne **"Penses-tu qu'il y a du (cyber-) harcèlement dans ton école?"**, **1 élève sur 4 a répondu "je ne sais pas"**. Selon nos focus group, plusieurs causes peuvent être avancées :

- Les faits de harcèlement sont omniprésents, mais peu visibles et difficilement identifiables;
- Beaucoup d'élèves, surtout les plus jeunes, banalisent la gravité du phénomène par désintérêt ou méconnaissance;
- La plupart sont incapables d'identifier une situation de harcèlement et endossent le rôle de témoins passif-ves et/ou de harceleur-euses sans même s'en rendre compte;
- Il serait plus "facile" de cyber-harcéler car les actions sont moins visibles et les moyens d'action sont moindres

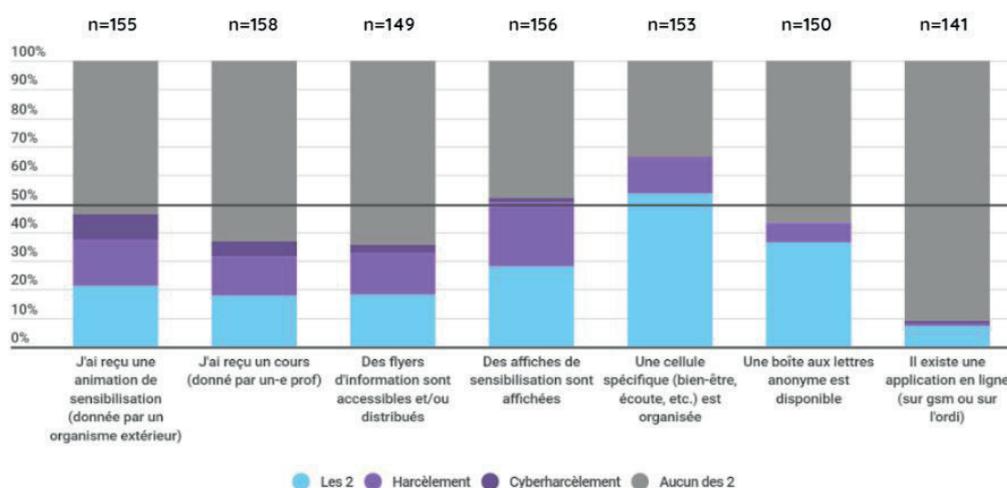
*"Au niveau du harcèlement, dans les écoles en général, je pense que c'est pas du pur harcèlement comme on a l'habitude de le voir dans des films ou des capsules vidéo préventives, c'est plus des trucs assez légers, des moqueries de groupe qui sont assez subtiles mais qui sont quand même assez blessantes et donc qui peuvent faire beaucoup de mal quand même... Ça reste du harcèlement, mais c'est subtil et aussi compliqué, tout aussi méchant mais moins flagrant qu'avant donc je pense que c'est plus difficile à déceler qu'avant."*

## 2. LE RÔLE DE L'ÉCOLE

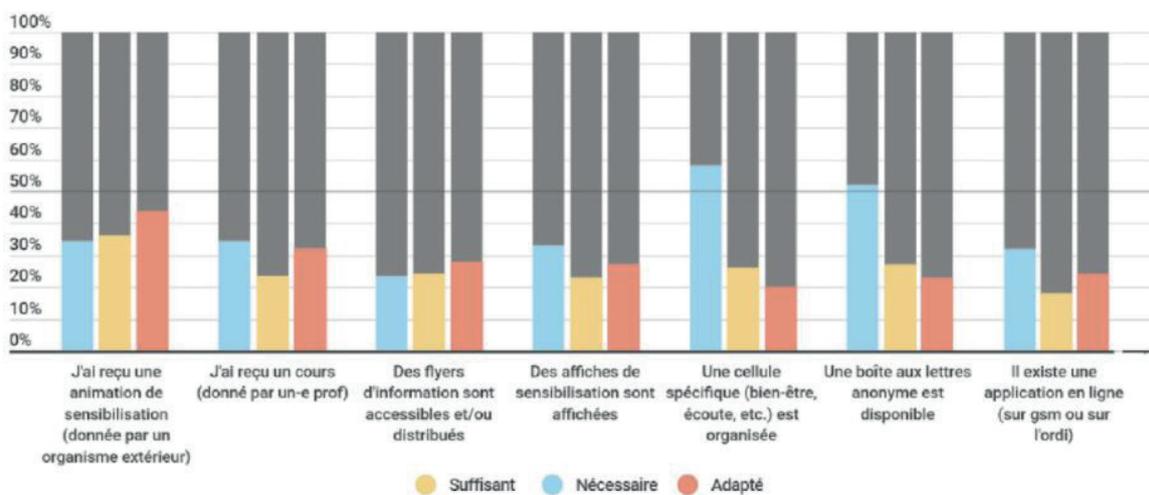
Selon nos répondant-es, les rôles que devraient remplir les écoles face aux phénomènes de harcèlement et de cyber-harcèlement sont les rôles de prévention, d'écoute, de soutien et de suivi des élèves concerné-es. Cependant, que ce soit par les élèves sondé-es en ligne ou en focus group, plusieurs manquements à ces rôles ont été pointés :

### a. Inefficacité de certaines actions

Au travers du sondage en ligne, nous avons répertorié et présenté plusieurs actions de lutte aux élèves.



Ainsi, on peut constater que peu des actions susmentionnées sont mises en oeuvre dans les écoles (cela ne voulant pas pour autant dire que d'autres actions n'y sont pas déployées), même si un peu plus de 50% des élèves mentionnent les affiches de sensibilisation et la cellule spécifique comme deux des actions le plus souvent présentes dans leur école. Notons également que, la plupart du temps, ces actions sont utilisées à la fois dans la lutte contre le harcèlement et le cyber-harcèlement.



Lorsqu'on interroge ces mêmes élèves sur le caractère suffisant, nécessaire ou encore adapté de ces actions, aucune ne semble réellement être largement plébiscitée (malgré une légère tendance majoritaire dans la nécessité d'avoir des cellules spécifiques ou des boîtes aux lettres anonymes).

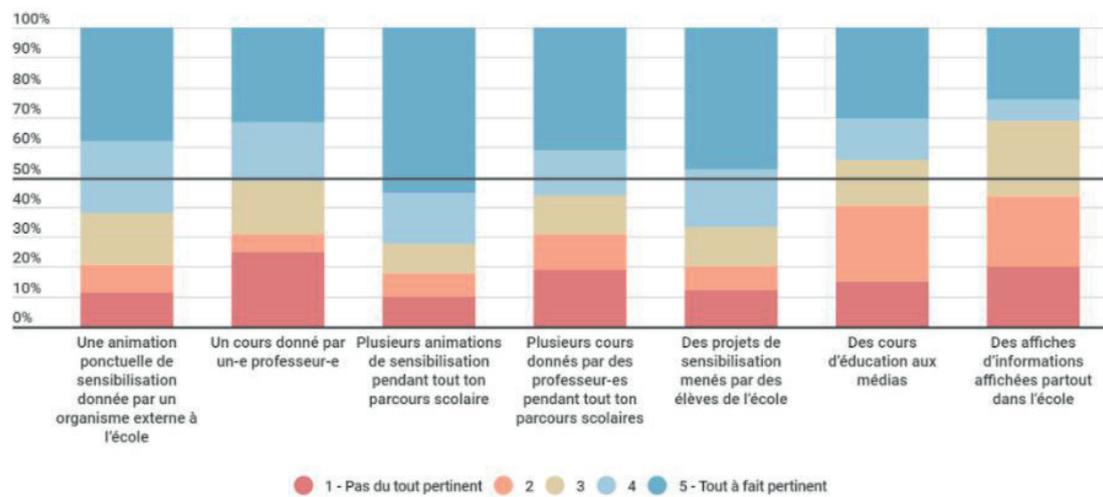
En effet, selon les élèves sondé-es, des actions de prévention et de sensibilisation telles que des affichages, une distribution de flyers...), déployées chaque année et de manière isolée et répétitive dans certaines écoles, ne “servent à rien”. En tout cas, ils et elles ne voient pas d’effet ou de baisse du phénomène de harcèlement et de ses conséquences suite à des actions de ce type.

*“On en parle beaucoup (parfois trop), mais on n’agit pas assez. C’est bien beau de mettre des affiches au mur, mais ça sert à rien!”*

*“Je suis plutôt d’accord que mettre des affiches au mur, par exemple, ça sert pas à grand chose, au bout d’un moment, c’est très répétitif, c’est bien qu’on en parle à l’école mais au final, tout le monde a compris et ça s’arrête pas.”*

Ainsi, même s’ils et elles estiment que des animations de sensibilisation sont nécessaires (**34,45% pour le harcèlement et 55,56% pour le cyber-harcèlement**), ils et elles privilégient les actions sur le long terme plutôt que les actions ponctuelles jugées comme moins pertinentes.

*“Dans les écoles en général, dans mon école, il y a beaucoup de professionnels qui sont venus pour en parler mais cela doit dépasser les paroles, il faut des actes et agir. Je ne sais pas comment mais en parler, c’est clairement pas suffisant.”*



## b. Absence de procédures claires

Le personnel des CPMS est difficilement accessible (pas toujours présent et délais de rendez-vous assez longs). Quant aux éducateur-trices, avec qui le contact est plus informel et donc plus propice aux confidences, savent-ils et elles réellement comment gérer de telles situations? Doivent-ils et elles gérer seul-es, alerter les membres de l’équipe éducative, la direction, les parents? Faut-il garder des traces des témoignages reçus, écrire un rapport, convoquer les élèves concerné-es?

*“Oui, les écoles disent qu’il faut en parler mais je ne sais pas trop comment, comment le dire, ils devraient un peu plus expliquer, le PMS, donner un peu plus...”*

Trop de choses diffèrent d'un établissement à l'autre, rien n'est cadré et lorsque des procédures tentent d'être mise en œuvre dans les écoles, elles restent floues ou méconnues des élèves et du personnel éducatif.

*“Enfin à l'école quand on a un souci de harcèlement, on se plaint mais déjà on se plaint à qui? On se plaint aux éducateurs mais ils font quoi avec ça? Ils l'amènent plus haut parce qu'ils savent pas quoi en faire et plus haut ils savent pas quoi en faire non plus. Parce que en soi il faut des preuves ...”*

### c. Réactions des établissements scolaires

D'après les réponses obtenues lors de notre sondage, lorsque les élèves observent ou subissent des faits de violence à l'école, ils et elles ont plus tendance à se confier à leurs ami-es (pour 35% d'entre elles et eux). Parmi celles et ceux qui en ont parlé à un-e adulte de l'école (27%), **52% estiment que ça n'a rien changé à la situation et 19% prétendent même que cela a aggravé la situation, 44% disent que cela a stoppé la situation** (parfois de manière temporaire) ou que cela a permis d'améliorer la situation. Notons ici, que les élèves avaient la possibilité de valider plusieurs choix.

De manière générale, le constat est assez unanime pour les élèves interrogé-es: les écoles ne savent pas comment réagir face au phénomène du harcèlement.

Soit, elles sont conscientes de certains agissements mais n'y accordent pas les moyens et le temps nécessaires pour régler la situation en profondeur, pensant que la sanction est la solution la plus rapide et efficace; soit elles considèrent que certains agissements (pour le cyber-harcèlement entre autres) relèvent de la vie privée et n'est pas de leur ressort. Dans tous les cas, il n'y a aucune mise en place de suivi à long terme et les réactions, lorsqu'elles ont lieu, sont très brèves. Ce qui n'empêche aucunement que d'autres faits se produisent à nouveau ou que certaines situations empirent.

*“Si on parle de l'école actuellement, pas de ce qu'on devrait avoir comme aide à l'école, pour moi ce serait une zone de chasse non contrôlée pour les harceleurs. C'est vraiment le lieu où on pratique ce genre de choses mais qui est pas contrôlé par l'école parce que en soi ils ne font rien, rien du tout.”*

*“J'ai juste changé de classe, mais je déteste toujours autant ces personnes, ça me saoule quand je les croise.”*

On le voit, les élèves ont jugé assez sévèrement la gestion actuelle des écoles face aux phénomènes de (cyber-)harcèlement. Il semble manquer un plan global, et surtout un lien, une vraie cohérence entre les actions de lutte contre le (cyber-)harcèlement au sein des établissements scolaires.

Cela se confirme par la note que les élèves ont pu attribuer à leur école en matière de lutte contre ces phénomènes.





Il est important de noter qu'ils et elles sont 15% à avoir attribué la note de 0 sur 10 à leur école en matière de lutte contre le cyberharcèlement. Ils et elles ne sont "que" 7% à donner la même note concernant le harcèlement.

#### » **Les aspects sociaux**

Les phénomènes de harcèlement et cyber-harcèlement scolaire s'opèrent dans un contexte social bien plus élargi que celui d'un-e auteur-e face à une victime. Il implique toujours un public qui souvent, malgré lui, joue un rôle dans la dynamique.

Lors de nos entretiens en groupes réduits, nos volontaires ont mis en avant 3 types de relations qui favorisent, encore aujourd'hui, la pérennisation du harcèlement et du cyber-harcèlement dans les écoles :

#### » **Les relations avec l'équipe éducative**

Dans la première partie de notre sondage, **un-e élève sur deux qualifie l'ambiance entre adultes et élèves au sein de son école d'agréable et sympathique**. Ils et elles sont un peu plus de **44% à penser qu'il n'existe pas de faits de harcèlement entre élèves et adultes à l'école**. Cependant, **68% d'entre elles et eux affirment avoir déjà observé l'un ou l'autre fait suivant: un adulte qui se moque, insulte ou donne un surnom ridicule à un élève**.

Par ailleurs, plusieurs élèves interrogé-es ont fait part de leur méfiance vis-à-vis de l'équipe éducative. La peur de ne pas être écouté-e, d'être jugé-e, la non-garantie de leur anonymat, mais aussi les réactions qui tardent à venir ou qui sont inappropriées, constituent autant d'éléments qui empêchent les jeunes de se confier aux adultes de l'école.

*"Éducateur = flic = méchants. Parfois les gens voient les éducateurs comme des méchants en même temps c'est la vérité, à chaque fois qu'ils viennent nous voir c'est pour nous engueuler. Il faudrait plus de relation amicale entre le personnel éducatif et les élèves pour qu'il n'y ait aucune peur d'aller les voir."*

#### » **L'effet de groupe**

Le déséquilibre des forces entre victimes - témoins - harceleur-euses est constant. Le poids du regard des autres pousse les élèves inclus-es dans cette dynamique à ne pas en parler, à taire ce qu'ils-elles voient ou entendent et à faire comme si de rien n'était, avouant qu'ils et elles préfèrent ne pas "s'attirer d'ennuis". L'entraide et la solidarité sont absents au profit du "chacun-e pour soi".

*"Certains ne réagissent pas mais en parlent après (ou pas) par peur du jugement. C'est triste qu'il n'y a qu'un quart qui en parle à un adulte de l'école, pour la famille pareil ... (on a peur que la famille intervienne). Mais bref le jugement fait peur. Dans le triangle harceleur, harcelé et témoin : si les témoins réagissent ils vont devenir harcelés."*

#### » **Le rôle des témoins passif-ves**

Lors des focus group, les élèves ont insisté sur le rôle des témoins dans la lutte contre le (cyber)-harcèlement. Cependant, selon les élèves sondé-es, ces témoins ne réagiraient pas assez, voire pas du tout, face à des faits de violences à l'école ou en ligne. Les causes relevées sont le "je m'en foutisme" ou l'incapacité de savoir identifier.

*“Pour le harcèlement, il y en a qui sont à l'école juste pour étudier/ faire leur vie, ils se mêlent pas trop des dramas de l'école.”*

Nous notons aussi que **près d'un tiers des répondant-es au sondage en ligne, victimes ou témoins, n'ont pas réagi face à une situation de harcèlement.** Pour 45% d'entre eux-elles, c'était simplement parce qu'ils et elles ne savaient pas quoi faire. Pour 39% des répondant-es, c'est **la peur** qui les a bloqué-es. Face aux faits de cyber-harcèlement, cette fois-ci, ils et elles étaient également un tiers à ne pas avoir réagi, parce qu'ils ou elles ignoraient quoi faire (51%) ou par peur (40%).



1 élève sur 2 ne sait pas comment réagir



4 élèves sur 10 ont peur de réagir

En outre, les élèves auteur-es ne se rendent pas toujours compte de leurs actions et des conséquences. Ils-elles ne savent pas qu'ils-elles commettent du harcèlement.

*“Les élèves sont au courant que c'est interdit mais il y en a certains qui ne se rendent même pas compte du harcèlement parce qu'ils se disent c'est une petite blague, c'est pour rire... après, parfois, c'est même pas forcément méchant, c'est pas fait avec l'envie d'être méchant, mais il y en a qui le ressentent comme ça même si c'est un commentaire qui peut être désagréable, on se rend pas compte que ça peut être vexant, après derrière, y' en a qui savent ce qu'ils font et qui le font intentionnellement.”*

Pour conclure cet état des lieux, le bilan semble assez pessimiste de la part des élèves. Même s'ils et elles constatent la volonté d'agir sur le phénomène et la systématisation de certaines actions de sensibilisation et d'information, ils et elles déplorent le manque d'actions concrètes et l'absence de cohérence et de coordination au sein des établissements scolaires. Pourtant, selon elles et eux, les phénomènes y sont pourtant bel et bien présents, parfois mal identifiés (c'est juste un jeu) ou consciemment ignorés, par manque de structures adaptées, clairement identifiables.

Pourtant, ils et elles estiment que chacun-e a bien un rôle à jouer et que c'est dès le plus jeune âge qu'il faut conscientiser les élèves afin de les responsabiliser tout en leur permettant de développer un rapport plus sain et bienveillant envers les autres.

## V. BESOINS SPÉCIFIQUES & PISTES DE SOLUTION

La seconde partie de notre sondage quantitatif et qualitatif a porté sur les besoins des élèves sur le (cyber-)harcèlement et l'élaboration de recommandations. Les élèves volontaires ont pu mettre en avant 4 axes prioritaires dans leur plan de lutte contre le harcèlement et le cyber-harcèlement scolaire.

Selon elles et eux, un plan de lutte global et efficace doit absolument travailler de manière transversale et simultanée sur les 4 dimensions suivantes:



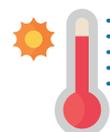
la formation et la collaboration



la sensibilisation et l'information



le développement de ressources et d'outils



le travail sur le climat scolaire.

### 1. SENSIBILISATION ET INFORMATION

Selon nos focus group, la priorité est d'informer les élèves afin qu'ils et elles puissent comprendre et identifier le (cyber-)harcèlement. Cette information devrait par ailleurs se faire dès l'enseignement primaire afin de conscientiser les élèves dès le plus jeune âge. Elle doit également viser toutes les personnes concernées, de près ou de loin, par le phénomène: élèves, profs, personnel encadrant, parents...

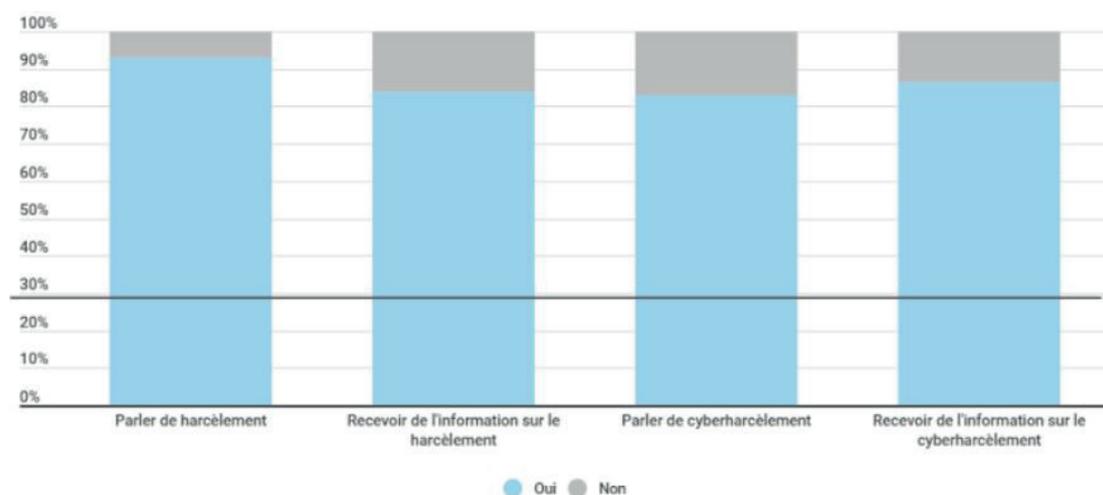
Parmi les pistes proposées, on peut donc retrouver:

- Augmenter les moyens pour sensibiliser à grande échelle à l'instar des campagnes de prévention pour la sécurité routière;
- Réaliser des campagnes de sensibilisation avec les élèves;
- Organiser des activités "immersives" comme, par exemple, des jeux de rôles;
- Instaurer une ou plusieurs journées réflexives avec des témoignages de personnes extérieures concernées par le (cyber-)harcèlement.

Lors de la première phase de notre sondage qui visait à recueillir le plus de données possibles via un sondage en ligne, l'importance de sensibiliser et informer les élèves sur les phénomènes du harcèlement et du cyber-harcèlement avait déjà été pointée par **plus de 8 répondant-es sur 10**.

Les entretiens avec nos petits groupes d'élèves volontaires ont également permis de nuancer ces chiffres: la sensibilisation et l'information restent nécessaires dans les écoles, mais elles doivent se faire de manière "plus concrète", avec des rencontres et des témoignages directs.

«Faire venir des témoins, ça pourrait être une idée. Ils viendraient faire passer un message : Ca s'est passé comme ça, j'ai ça, je m'en suis sorti comme ça.»



## 2. FORMATION ET COLLABORATION

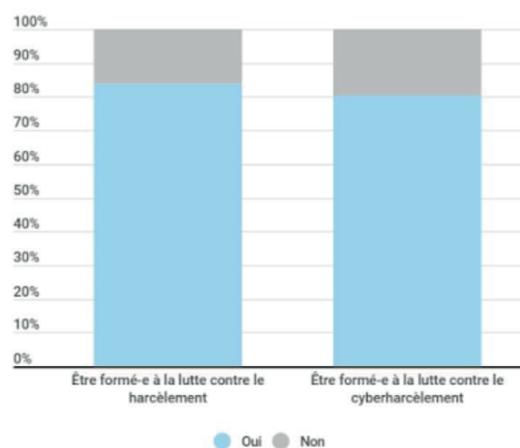
La formation a également été citée comme axe de travail essentiel dans la lutte contre le phénomène lors de nos focus group. L'implication et la collaboration de toute la communauté éducative étant vue comme nécessaire pour plus de cohérence et d'efficacité de prise en charge.

Voici les pistes avancées par nos élèves volontaires:

- Intégrer la thématique du harcèlement scolaire et du cyber-harcèlement directement dans la formation initiale des enseignant-es et des éducateur-rices ainsi que dans les programmes de formation continuée;
- Privilégier des intervenant-es extérieur-es pour plus de neutralité et d'expertise;
- Renforcer les liens entre les CPMS (dont les missions sont souvent ignorées des élèves) et l'équipe éducative pour un accompagnement pérenne et adapté aux besoins des élèves.

Encore une fois, les résultats obtenus lors de notre sondage en ligne permettent de confirmer les pistes avancées ci-dessus.

En effet, à la question: "Penses-tu qu'il est important d'être formé-e au harcèlement et au cyberharcèlement?», **83,9% des répondant-es ont répondu oui pour le premier et 80,4% pour le second.**



Les élèves sondé-es étaient également invité-es à justifier leur réponse s'ils et elles le souhaitaient. Dans les 65 justifications recueillies, on retrouve majoritairement "pour pouvoir agir, réagir", cité 25 fois.

*“Pour que chacun puisse prendre conscience qu’encore aujourd’hui, le harcèlement et/ou cyberharcèlement est encore présent. De plus, tout le monde apprendrait à réagir et surtout pourra être en mesure de réagir. Chacun a un rôle à jouer !”*

### 3. RESSOURCES ET OUTILS

Même si la prévention, qu’elle soit générale ou plus spécifique, est un aspect prioritaire dans la lutte contre le phénomène du (cyber-)harcèlement, il est également indispensable de pouvoir permettre aux écoles et à l’ensemble de la communauté éducative d’intervenir en mettant à leur disposition différents moyens financiers, matériels et humains.

L’ensemble de nos répondant-es s’accordent d’ailleurs sur ce constat, puisqu’ils et elles sont plus de 99% à penser que toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles devraient obligatoirement mettre en place un plan de lutte contre le (cyber-)harcèlement scolaire.

Certain-es d’entre elles et eux, plaident d’ailleurs pour une uniformisation des procédures dans toutes les écoles, peu importe le réseau ou le type d’enseignement, afin d’éviter les inégalités entre établissements scolaires.

*“Il faut uniformiser l’accessibilité à une aide entre les différents établissements (certaines écoles étant privilégiées par rapport à d’autres de mon avis).”*

*“Car n’importe quel élève de n’importe quelle école peut être victime.”*

Au point de vue des applications concrètes citées par les élèves qui ont répondu à la première partie de notre sondage, la création de groupes de parole et/ou de soutien est considérée comme un moyen d’action à privilégier, puisque cette proposition a été **citée à 15 reprises**.

Lors des entretiens qui ont suivi, les groupes d’élèves interrogé-es semblaient par ailleurs également aller dans ce sens, puisqu’ils et elles ont proposé les pistes suivantes:

- Fournir des procédures et des outils communs à toutes les écoles de la FWB (adaptables en fonction des cas car les réalités ne sont pas toujours les mêmes d’une école à l’autre);
- S’inspirer de méthodes déjà existantes et qui auraient fait leurs preuves dans d’autres pays (par exemple, la méthode KIVA, utilisée par les pays nordiques);
- Fixer des moments dans le calendrier scolaire (par exemple, une semaine contre le harcèlement, à l’instar de la Communauté Flamande «Vlaamse week tegen pesten»);
- Développer un suivi individuel de chaque élève concerné-e par le phénomène, peu importe la place qu’il ou elle tient. Éviter le focus sur la victime et prendre en considération tous les aspects;
- Délaisser les “sanctions” répressives et punitives inefficaces au profit de «sanctions» réparatrices et pédagogiques;
- Faire des ancien-nes acteurs et actrices du harcèlement des “réfèrent-es, des accompagnant-es, des aidant-es” et s’appuyer sur leur vécu et leur expérience pour mettre en place des groupes de soutien dans les écoles. (cf. alcooliques anonymes)

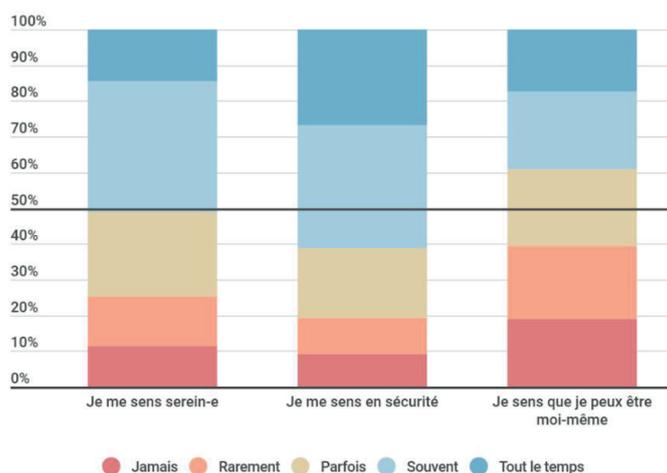
## 4. CLIMAT SCOLAIRE

Selon une grande majorité d'élèves qui a répondu à notre sondage, que ce soit via le questionnaire en ligne et/ou les entretiens de groupes, le climat scolaire et le phénomène de (cyber-)harcèlement sont intimement liés.

En effet, parmi les élèves qui ont répondu oui à la question "Est-ce que tu penses qu'il y a du (cyber-) harcèlement entre élèves au sein de ton école ?", **plus de 55% trouvent également que l'ambiance y est divisée et qu'il y a des clans.**

En revanche, parmi ces mêmes répondant-es, **seulement 15 à 17% qualifient l'ambiance entre élèves au sein de leur école comme étant solidaire.** Ils et elles sont donc **3 à 4 fois moins nombreux-ses.**

Les sentiments individuels de sérénité, de sécurité et de pouvoir être soi-même ont également été sondés auprès des élèves. Les résultats nous semblent d'ailleurs interpellants. En effet, au moins 10% des élèves ne se sentent pas serein-e ou en sécurité à l'école. Ce chiffre atteint 20% d'élèves qui sentent qu'ils et elles ne peuvent pas être eux-mêmes à l'école.



Ces chiffres justifient tout à fait la volonté de nos focus group d'accompagner la lutte contre le harcèlement d'un travail de prévention générale plus axé sur le bien-être de chacun-e.

*"Il faut travailler sur l'ambiance de classe, que les élèves soient bienveillants entre eux, qu'il y ait des temps de parole."*

Lors de nos entretiens semi-directifs, la majorité de ces élèves ont insisté sur le fait qu'il faille améliorer de manière considérable le climat scolaire en mettant en oeuvre les actions suivantes:

- Favoriser un cadre de confiance au sein de l'école: travailler sur l'ambiance de classe, organiser des groupes de paroles, créer une relation de confiance entre les élèves et le personnel éducatif;
- Développer l'entraide et la solidarité entre élèves au sein des établissements scolaires (par le biais d'un système de parrainage, par exemple);
- Développer l'empathie comme compétence personnelle et transversale afin de permettre à chacun-e de "se mettre à la place de l'autre" et de comprendre les conséquences de ses actes;
- Valoriser la confiance en soi et permettre de déconstruire le sentiment de honte ou de culpabilité et garantir un cadre sécurisant en respectant l'anonymat.

## VI. HARCÈLEMENT, CYBER-HARCÈLEMENT ET COVID-19

Lors de notre sondage en ligne, il nous est également apparu important d'interroger les élèves au niveau de l'impact de la crise sanitaire sur les phénomènes de (cyber-)harcèlement scolaire.

En effet, l'école étant le premier lieu de socialisation des jeunes, le fait d'être privé-e totalement ou partiellement d'y aller, a-t-il une incidence directe sur la dynamique du harcèlement ou du cyber-harcèlement?



Impact du covid sur le harcèlement



Impact du Covid sur le cyberharcèlement

Si, pour le premier, les avis semblent partagés, **avec 33,7% de OUI; 35,8% de NON et 30,5% d'élèves sans avis**; pour le second, en revanche, les répondant-es ont un avis beaucoup plus tranché avec **61% de OUI, 19% de NON et 20% d'élèves sans opinion sur le sujet**.

Lorsqu'on leur demande de citer des effets (positifs ou négatifs) du confinement ou de l'enseignement hybride sur le harcèlement scolaire, la plupart des élèves sondé-es répondent que **cela a eu un effet assez positif dans le sens où la population scolaire étant plus restreinte et le temps passé ensemble réduit, le climat est moins propices aux violences entre élèves (insultes, moqueries, menaces...)**. Ils et elles relèvent tout de même certains inconvénients du manque d'interactions.

*"Les élèves victimes se sentent encore plus seuls qu'en temps normal..."  
"...le fait d'en parler à un ami ou un adulte est plus compliqué à cause du système d'hybridation."*

En revanche, lorsqu'on leur demande de citer des effets (positifs ou négatifs) du confinement ou de l'enseignement hybride sur le cyber-harcèlement, les 32 élèves qui ont répondu à cette question (facultative) sont unanimes: ils et elles n'y voient aucun effet positif. Ils et elles s'accordent même tous et toutes à dire que l'enseignement hybride et l'utilisation du numérique a fait basculer certains faits de harcèlement vers du cyber-harcèlement, permettant à ce dernier de prendre une place beaucoup plus importante que le premier.

*"Depuis le début de la pandémie, les jeunes fréquentent plus souvent les réseaux sociaux et pourraient donc être plus susceptible aux cyber-harcèlement."*

*"Les effets du harcèlement en face à face ne sont plus possibles donc le cyber-harcèlement augmente."*

## VII. CONCLUSION

Comme énoncé plus haut, la lutte contre les phénomènes de harcèlement et de cyber-harcèlement est une thématique qui interpelle et mobilise les membres du CEF, en particulier, et les élèves, en général, depuis de nombreuses années.

En 2015 déjà, nous réalisons un rapport qui visait à dresser un état des lieux et une liste de recommandations sur base de la réalité et des besoins des élèves du secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

En 2015 déjà, les constats étaient assez accablants:

- Environ 9 élèves sur 10, nous confiaient avoir déjà été témoins de faits de violence au sein de leur école (moqueries, insultes, mise à l'écart d'un-e élève...)
- Environ 1 élève sur 2 avouait ne pas réagir face à ces faits. Souvent, parce qu'ils et elles ne savaient pas quoi faire ou parce qu'ils et elles avaient peur.
- Plus d'1 élève sur 2 trouvait que l'ambiance au sein de l'école était divisée et qu'il y avait des clans.

Aujourd'hui, en 2021, ces chiffres ont très peu évolué et les recommandations des élèves vont toujours dans le même sens: travailler sur le climat scolaire et la relation de confiance entre élèves et corps éducatif, former les enseignant-es, les éducateur-trices et les directions, créer des espaces de parole et inclure les élèves dans les dispositifs déployés...

Cela signifie-t-il pour autant que depuis 6 ans rien n'a été mis en place? Certainement pas...

La Fédération Wallonie-Bruxelles consacre d'ailleurs chaque année un budget spécifique pour financer des projets de lutte contre le harcèlement scolaire et de nombreuses initiatives voient régulièrement le jour. La campagne "clé sur porte" du CEF visant à accompagner les élèves désireux-ses de porter un projet de lutte contre le harcèlement dans leur école en est un exemple, comme, entre autres, l'outil pédagogique "Place2Be" (qui aborde les relations des jeunes avec les réseaux sociaux) ou encore l'application "cyber-help" (qui permet aux élèves d'alerter l'institution lors de faits de cyber-harcèlement).

Cependant, force est de constater que ces actions, mises en œuvre de manière isolée, perdent de leur valeur et de leur efficacité.

Ce que les élèves souhaitent avant tout, c'est un plan de lutte global et généralisé, mais aussi des outils, des projets et des actions mises en place pour elles - eux et surtout avec elles - eux.

En effet, les élèves étant les premier-es au courant des faits de (cyber-)harcèlement ayant lieu dans leur école, ils et elles font partie intégrante de la solution et doivent être les premier-es acteurs et actrices des changements à opérer.

Les résultats de notre sondage le prouvent, ils et elles souhaitent s'investir, collaborer, contribuer et soutenir ce combat qui ne cesse de faire des victimes chaque année et qui doit être enrayer le plus rapidement possible. Il n'est plus question, aujourd'hui, de ne pas savoir quoi faire, ni de penser que cela va s'arranger en comptant uniquement sur le bon vouloir des écoles. Il faut un engagement ambitieux de la part du monde politique qui contraint toutes les écoles à ouvrir et à se saisir pleinement de ce problème.

<sup>12</sup> cf. annexe 3 - "Harcèlement à l'école, ce qu'en disent les élèves!", enquête réalisée par le Comité des élèves francophones, juin 2015.

<sup>13</sup> "Place2Be" est un outil-jeu créé par le Centre de planning familial des FPS - Siège de Soignies en 2020 et destiné aux adolescents de 11 à 18 ans.

<sup>14</sup> <https://www.cyberhelp.be/>